



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

logement : budget

Question écrite n° 48147

Texte de la question

M. Michel Sainte-Marie attire l'attention de Mme la ministre du logement sur le problème du désengagement de l'État sur le logement qui est, cette année encore, particulièrement inquiétant avec une baisse du budget du ministère du logement pour 2009. L'abandon par l'État du financement des programmes ANRU (Agence nationale de renouvellement urbain) ne pourra être compensé complètement par le budget du 1 % logement. Ce qui était annoncé comme une « grande cause nationale » lors de sa mise en place devra donc subir des arbitrages et des reprogrammations sur des quartiers déjà très fragilisés. Il est d'ores et déjà évident que les engagements pris ne pourront être tenus, et notamment l'abandon du « pass travaux » générera des pertes d'emplois sur tous les territoires dans une période déjà difficile liée à la crise financière. Il semble qu'en Aquitaine la perte sera d'au moins 300 emplois. Le protocole national interprofessionnel signé par tous les partenaires sociaux le 17 septembre 2008, et proposant la production nouvelle de 30 000 logements par an, doit être appliqué. La construction de logements économiquement accessibles doit s'intensifier et la loi SRU être maintenue. En effet, plus de 100 000 demandes de logements sont en attente dans la région Aquitaine alors que, dans le même temps, de nombreuses communes ne respectent pas les conditions de la loi SRU. Aussi, il lui demande, sur cette question, quelles sont les suites et l'explication qu'elle entend apporter.

Données clés

Auteur : [M. Michel Sainte-Marie](#)

Circonscription : Gironde (6^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 48147

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : Logement

Ministère attributaire : Écologie, développement durable et énergie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 mai 2009, page 4156

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)